

Secrétariat aux affaires
francophones

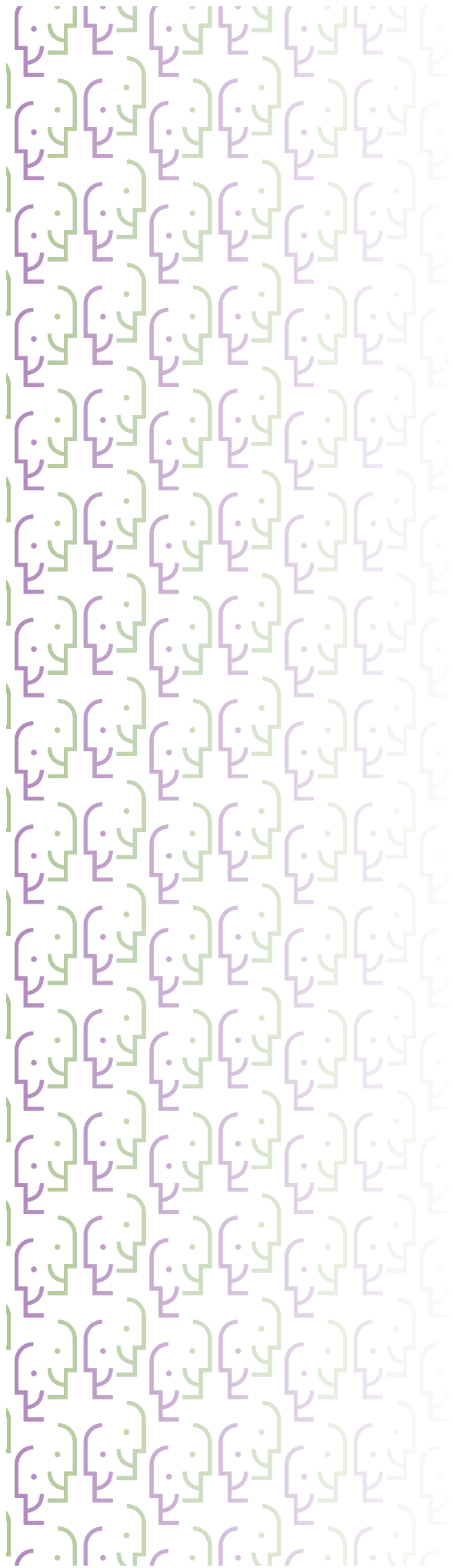
Francophone
Affairs Secretariat

www.manitoba.ca/fls-slf

Rapport sur les services en langue française

Report on French Language Services

2012–2013



Disponible en médias substitués, sur demande.
Available in alternate formats, upon request.

Table des matières

Glossaire	2
Message du premier ministre	3
Évolution de la mise en œuvre des SLF et principales initiatives	5
Points saillants de 2012-2013	
Secrétariat aux affaires francophones	14
Centres de services bilingues	17
Coopération intergouvernementale.....	17
Ententes de coopération	
Entente Canada-Manitoba relative aux services en français	19
Manitoba–Nouveau-Brunswick et Manitoba–Québec.....	20
Manitoba–Basse-Normandie (France).....	20
Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award	21
Annexe I – Énoncé de politique	22
Annexe II – Réalisation individuelles des instances administratives*	

* L'Annexe II sera publiée en format électronique seulement.
Voir : www.manitoba.ca/fls-slf/reports.html.

Table of Contents

Glossary	2
Message from the Premier	3
Evolution of FLS Implementation and Major Initiatives	5
Highlights 2012/13	
Francophone Affairs Secretariat.....	14
Bilingual Service Centres	17
Intergovernmental Cooperation	17
Cooperation Agreements	
Canada-Manitoba Agreement on French-Language Services.....	19
Manitoba–New Brunswick and Manitoba–Québec.....	20
Manitoba–Lower Normandy (France)	20
Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award	21
Appendix I – Statement of Policy	22
Appendix II – Individual Accomplishments of Administrative Bodies*	

* Appendix II will be published in electronic format only.
See www.manitoba.ca/fls-slf/reports.html.

Glossaire

AMBM	Association des municipalités bilingues du Manitoba
CCFM	Centre culturel franco-manitobain
CCS	Conseil communauté en santé du Manitoba (CCS) inc.
CDEM	Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba
CMFC	Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne
CSB	Centre(s) de services bilingues
DSFM	Division scolaire franco-manitobaine
ECMRSF	Entente Canada-Manitoba relative aux services en français
ORS	Office régional de la santé
RIFC	Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne
SFM	Société franco-manitobaine
SLF	Services en langue française
USB	Université de Saint-Boniface
WTCW	World Trade Centre Winnipeg

Glossary

AMBM	Manitoba Association of Bilingual Municipalities
BSC	Bilingual Service Centre
CCFM	[Franco-Manitoban Cultural Centre]
CCS	Conseil communauté en santé du Manitoba (CCS) inc. Board
CDEM	Economic Development Council for Manitoba Bilingual Municipalities
CMAFLS	Canada-Manitoba Agreement on French-Language Services
DSFM	[Franco-Manitoban School Division]
FLS	French Language Services
INCF	Intergovernmental Network of the Canadian Francophonie
MCCF	Ministerial Conference on the Canadian Francophonie
RHA	Regional Health Authority
SFM	[Franco-Manitoban Society]
USB	[University of St. Boniface]
WTCW	World Trade Centre Winnipeg

Message du premier ministre



M. Greg Selinger
Premier ministre du Manitoba et
ministre responsable des Affaires francophones

Le gouvernement du Manitoba est bien connu pour ses réalisations dans le domaine du développement de la communauté francophone et de la prestation de services en français de qualité, et 2012-2013 n'a pas fait exception à la règle.

L'an 2012 a marqué le 10^e anniversaire de la création du premier centre de services bilingues et la *Loi sur les centres de services bilingues*, qui vise à garantir un rôle permanent pour ces centres, a reçu la sanction royale et est entrée en vigueur le 14 juin de cette même année.

Le Manitoba continue de faire preuve de leadership et de servir de modèle à la francophonie canadienne. En tant que co-président de la 18^e Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne, j'ai l'honneur et le privilège d'organiser cet événement à Winnipeg les 4 et 5 septembre 2013. Le thème de la conférence de cette année, *Le développement de la petite enfance : la clé pour la vitalité de la langue française et des cultures d'expression française*, permettra au Manitoba d'apporter son expertise et les plus récentes recherches sur le sujet.

Je suis également heureux des progrès que le gouvernement et ses partenaires communautaires du secteur de la santé sont en train de réaliser quant à l'adoption éventuelle d'une politique de désignation pour les établissements, les programmes et les services francophones et bilingues.

La Société franco-manitobaine, qui fêtera son 45^e anniversaire en 2013, est l'un de nos partenaires communautaires clés. Je tiens à la féliciter et à lui exprimer ma gratitude pour la relation de travail solide et efficace qui s'est établie avec notre gouvernement au fil des ans. Au fur et à mesure que nous avançons dans la mise en œuvre de services en langue française, il est essentiel de porter nos efforts sur la création de partenariats et la coordination de nos activités afin qu'ensemble, nous puissions continuer

Message from the Premier

Honourable Greg Selinger
Premier of Manitoba and
Minister responsible for Francophone Affairs

The Manitoba government has a strong record of achievement in terms of supporting the development of the Francophone community and delivering quality French language services, and 2012/13 was no exception.

2012 marked the 10th Anniversary of the establishment of the first Bilingual Service Centre (BSC) and, most fittingly, *The Bilingual Service Centres Act*, designed to guarantee a permanent role for the BSCs, received royal assent and came into force on June 14, 2012.

Manitoba continues to demonstrate leadership and serve as a model for the Canadian Francophonie. As Co-chair of the 18th Ministerial Conference on the Canadian Francophonie, it is an honour and a privilege for me to host the event in Winnipeg on September 4-5, 2013. The theme of this year's conference "Early childhood development: essential to the vitality of the French language and French-speaking cultures" will allow Manitoba to share its expertise and latest research on the subject.

I am also pleased that, together with government and community partners in the health sector, work is progressing toward the eventual adoption of a designation policy for Francophone and bilingual facilities, programs and services.

As one of our key community partners, the Société franco-manitobaine, prepares to celebrate its 45th Anniversary in 2013, it would be remiss of me not to extend my congratulations and express appreciation for the close and effective working relationship that has developed with our government over the years. As we continue to advance the implementation of French language services, we must focus on partnership and coordination so that together,



de bâtir un meilleur avenir pour la communauté francophone du Manitoba.

J'aimerais aussi profiter de cette occasion pour remercier M. Guy Jourdain qui, pendant plus de dix ans, a exercé les fonctions de directeur général du Secrétariat des affaires francophones. M. Jourdain a grandement contribué à l'évolution des services en langue française dans notre province. Pour ne citer que quelques exemples, six centres de services bilingues ont été établis au cours de son mandat et la *Loi sur les centres de services bilingues* a été promulguée avant son départ en juin 2012.

we continue to build a better future for Manitoba's Francophone community.

I would also like to take this opportunity to thank Mr. Guy Jourdain who served over ten years as Executive Director of the Francophone Affairs Secretariat. He made significant contributions to the evolution of French language services in our province. Most notably, six Bilingual Service Centres were established during his tenure, in addition to the enactment of *The Bilingual Service Centres Act* prior to his departure in June 2012.



Évolution de la mise en œuvre des SLF

Evolution of FLS Implementation

Évolution de la mise en œuvre des SLF et principales initiatives

1989 - 1991

- Adoption de la politique en matière de services en langue française (SLF) en novembre 1989
- Mise en œuvre des SLF en vertu de la politique officielle et pour la continuation de certains projets élaborés avant l'adoption de la politique
- Étude sur les façons et les moyens d'assurer des services de santé en français (Rapport Gauthier)
- Signature de l'Entente-cadre Canada-Manitoba sur la promotion des langues officielles

1991 - 1993

- Élaboration d'un ensemble complet de lignes directrices pour la mise en œuvre de la politique mettant l'accent sur l'offre active de services en langue française
- Création du Comité consultatif sur les services de santé en français et premières mesures de suivi découlant des recommandations du Rapport Gauthier
- Publication du *Guide des services en langue française*, un document d'information et de promotion
- Installation de panneaux routiers bilingues dans les zones désignées
- Soutien à la prestation de services de traduction pour les municipalités bilingues

1993 - 1995

- Élaboration des plans de mise en œuvre des services en français conformément aux lignes directrices, pour les ministères, les sociétés d'État concernées et les établissements de santé désignés dans le Rapport Gauthier
- Établissement d'une maison de seconde étape pour les femmes francophones et leurs enfants (victimes de violence familiale)
- Mise sur pied d'un service de ressources spécial, *Santé en français*, pour aider les établissements de santé désignés dans leurs activités de planification et de prestation de services en français
- Création de la Division scolaire franco-manitobaine
- Renforcement des dispositions de la Partie III de la *Loi sur la Ville de Winnipeg* en ce qui concerne la prestation des services en langue française
- Renouvellement de l'Entente-cadre Canada-Manitoba sur la promotion des langues officielles

Evolution of FLS Implementation and Major Initiatives

1989 - 1991

- Introduction of French Language Services (FLS) policy in November 1989
- Implementation of FLS based on official policy and as a continuation of some pre-policy initiatives
- Study regarding ways and means of ensuring French language health services (the Gauthier Report)
- Signing of the Canada-Manitoba General Agreement on the Promotion of Official Languages (CMGAPOL)

1991 - 1993

- Development of comprehensive guidelines for the implementation of policy and geared to an active offer of French Language Services
- Establishment of the Advisory Committee on Health Services in French and initial follow-up on the Gauthier Report recommendations
- Publication of the *French Language Services Guide*, an information and promotion document
- Placing of bilingual highway signs in designated areas
- Support for the provision of translation services for bilingual municipalities

1993 - 1995

- Development of FLS implementation plans based on the guidelines, by departments, Crown corporations concerned and the designated health facilities identified in the Gauthier Report
- Establishment of a second-stage facility for Francophone women and their children (victims of family violence)
- Establishment of special Resource Unit, *Santé en français*, to assist designated health facilities with their planning and delivery of services in French
- Creation of Franco-Manitoban School Division
- Strengthening of Part III of the *City of Winnipeg Act* regarding the provision of French language services
- Renewal of Canada-Manitoba General Agreement on the Promotion of Official Languages

1995 - 1997

- Efforts particuliers visant à assurer la mise en œuvre satisfaisante de la politique :
 - Séances d'information et de présentation d'une vidéocassette sur l'offre active, à l'intention des personnes occupant des postes désignés dans des bureaux désignés
 - Cours de français destinés aux personnes occupant des postes désignés
- Études sur les façons et les moyens d'offrir des services sociaux en français (pour les personnes âgées, les personnes handicapées, etc.)
- Approbation et planification des travaux de construction d'un centre du patrimoine franco-manitobain
- Désignation d'Offices régionaux de la santé (ORS) en vue d'assurer la prestation de services en langue française dans le contexte du regroupement et de la régionalisation des services de santé
- Création du Groupe de travail sur l'amélioration des services en langue française au sein du système judiciaire au Manitoba
- Soutien aux initiatives de développement économique dans la communauté francophone

1997 - 1999

- Évaluation de l'offre et de la prestation de services par rapport à l'énoncé de la politique (Rapport Dubé)
- Révision de la politique en matière de SLF (Rapport Chartier)
- Modification de la politique et des lignes directrices qui s'y rapportent (selon les recommandations du Rapport Chartier)
- Adoption d'un règlement sur les obligations des ORS en matière de SLF
- Promotion des SLF notamment à l'aide d'Internet
- Amélioration des SLF dans les zones désignées grâce à de nouvelles technologies et à des approches différentes (Projet d'amélioration des systèmes, etc.)
- Création d'un comité consultatif des services sociaux en langue française
- Désignation de certains organismes de services sociaux recevant des fonds du gouvernement provincial qui doivent veiller à offrir leurs services en français
- Construction du Centre du patrimoine franco-manitobain comme annexe au Centre culturel franco-manitobain (CCFM)
- Décision du Conseil des ministres d'établir des centres de services gouvernementaux bilingues dans les régions désignées

1999 - 2002

- Création d'une équipe de facilitateurs des SLF associée au Secrétariat des SLF
- Approbation par le Conseil du Trésor et planification détaillée pour mettre sur pied trois centres bilingues de services gouvernementaux à Notre-Dame-de-Lourdes, Saint-Boniface et Saint-Pierre-Jolys
- Renouvellement de l'Entente-cadre Canada-Manitoba sur la promotion des langues officielles pour la période de 2000 à 2004
- Mise sur pied d'un centre de soins primaires complètement bilingue à Saint-Boniface
- Création du poste de coordinateur du recrutement de personnel de la santé bilingue
- Création du Conseil communauté en santé pour remplacer le Comité consultatif sur les services de santé en français
- Élaboration, avec l'aide de plusieurs intervenants, d'un modèle pratique pour la prestation en français des services de la GRC
- Amélioration du financement de la DSFM grâce à l'Entente-cadre Canada-Manitoba sur la promotion des langues officielles, volet Éducation
- Construction de l'école française Christine-Lespérance (M-8) dans le sud de Saint-Vital
- Entente tripartite pour la mise sur pied d'un comité paritaire visant à favoriser le développement économique et la coopération
- Subvention de 300 000 \$ à Francofonds pour souligner l'Année de la Francophonie canadienne
- Élaboration, finalisation et approbation de plans des SLF dans divers ORS, organismes de services sociaux, ministères et sociétés d'État désignés
- Publication annuelle d'un rapport sur les SLF

1995 - 1997

- Special efforts to ensure an adequate implementation of policy:
 - Active offer video and orientation sessions for employees in designated positions and designated offices
 - French language training for employees in designated positions
- Studies regarding ways and means of ensuring French language social services (seniors, disabled individuals, etc.)
- Approval and planning of a *Centre du patrimoine* (Francophone heritage centre)
- Designation of Regional Health Authorities (RHAs) to ensure FLS in the consolidated and regionalized health services
- Creation of Working Group on the Enhancement of French Language Services in Manitoba's Justice System
- Support of economic development initiatives in the Francophone community

1997 - 1999

- Assessment of the offer and delivery of services as per policy (Dubé Study)
- Review of the FLS policy (Chartier Report)
- Modification of FLS policy and guidelines (based on the Chartier Recommendations)
- Enactment of a regulation re: the obligations of RHAs with respect to FLS
- Promotion of FLS using the Internet and other means
- Provision for FLS in designated areas using new technologies and approaches such as Better Systems Initiative, etc.
- Creation of Advisory Committee on French Language Social Services
- Designation of some social services agencies/organizations which receive provincial government funding, as ones which must ensure that their services are available in French
- Construction of the Centre du patrimoine (Francophone heritage centre) as an annex to the Franco-Manitoban Cultural Centre (CCFM)
- Cabinet decision to establish bilingual government service centres in the designated areas

1999 - 2002

- Creation of a FLS Facilitator team attached to the FLS Secretariat
- Treasury Board approval and detailed planning to establish three bilingual government service centres in Notre Dame de Lourdes, St. Boniface and St-Pierre-Jolys
- Renewal of the Canada-Manitoba General Agreement on the Promotion of Official Languages (CMGAPOL) for the period of 2000-2004
- Establishment of a completely bilingual primary health centre in St. Boniface
- Creation of a Bilingual Health Recruitment Coordinator position
- Establishment of the *Communauté en santé* Board to replace the Advisory Committee on Health Services in French
- Development, with various stakeholders, of a practical model for the delivery of RCMP services in French
- Strengthened funding and support to the DSFM through the Canada-Manitoba General Agreement on the Promotion of Official Languages in Education
- Construction of École Christine-Lespérance, a K-8 Français school in South St. Vital
- Tri-Level Agreement to establish a *comité paritaire* (joint committee) to foster economic development cooperation
- Grant of \$300,000 to Francofonds, to highlight the National Year of the Canadian Francophonie
- Development, finalization and approval of FLS Plans of various designated RHAs, social service agencies, departments and Crown corporations
- Annual publication of a Report on FLS

2002 - 2008

- Ouverture officielle des trois premiers Centres de services bilingues (CSB) à Notre-Dame-de-Lourdes, Saint-Boniface et Saint-Pierre-Jolys
- Mise sur pied d'un tribunal itinérant provincial et d'un poste de généraliste des services judiciaires au CSB de Saint-Pierre-Jolys
- Désignation du Conseil communauté en santé (CCS) à titre de porte-parole officiel de la communauté francophone dans les domaines de la santé et des services sociaux
- Édiction du *Règlement sur les SLF* (199/2005) en vertu de la *Loi sur les régies de services à l'enfant et à la famille*
- Plus grand accent sur la collaboration intergouvernementale par la signature :
 - d'ententes de coopération avec le Nouveau-Brunswick, le Bas-Rhin (Alsace) et le Québec
 - de l'Entente auxiliaire de coopération Canada-MB sur la promotion des langues officielles – Coopération intergouvernementale sur les affaires francophones
 - de l'Entente Canada-Manitoba relative aux services en français 2005-2006 à 2008-2009
- Nouveau modèle de financement pour la DSFM qui reconnaît coûts additionnels et différentiels
- Construction du Centre scolaire Léo Rémillard (école française 9-12) dans le sud de Saint-Vital
- Ouverture de l'école française Jours de plaine (M-12) à Laurier
- Mise sur pied de six Centres de la petite enfance et de la famille
- Ouverture de centres de santé francophones ou bilingues dans plusieurs localités rurales et urbaines
- Lancement du centre d'appel Health Links – Info Santé, dont la composante française est assurée par le Centre de santé Saint-Boniface
- Initiative d'Accueil francophone en immigration (fédéral-provincial-SFM)
- Adoption d'un ensemble de mesures visant à favoriser la nomination d'un plus grand nombre de personnes bilingues aux tribunaux quasi-judiciaires
- Lancement du *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* (fédéral-provincial-SFM)
- 25^e anniversaire du Secrétariat souligné par son changement de nom à *Secrétariat aux affaires francophones*

2008 - 2012

- Ouverture officielle des CSB à Saint-Vital et Sainte-Anne et d'un centre temporaire à Saint-Laurent
- Promulgation de la *Loi sur l'Université de Saint-Boniface*, qui accorde plus d'autonomie à cet établissement
- Signature de :
 - l'Entente Canada-Manitoba relative aux services en français 2009-2013
 - l'Entente Canada-Manitoba relative au projet de construction du nouveau théâtre du Cercle Molière, dont l'inauguration officielle a eu lieu en juin 2010
 - l'accord de partenariat quinquennal entre les Centres de services bilingues et le Centre d'information 233-ALLÔ de la SFM
- Construction de l'École communautaire Aurèle-Lemoine (M-12) à Saint-Laurent
- Diffusion par la plupart des câblodistributeurs au Manitoba du signal de la chaîne éducative francophone de l'Ontario (TFO)
- Subvention de 300 000 \$ sur trois ans – cofinancée à parts égales par le Manitoba et le Canada – à la Maison Gabrielle-Roy et au Circuit littéraire de Gabrielle-Roy
- Expansion des services de l'Accueil francophone, grâce à un financement accru
- Renouvellement du financement versé au CDEM et à Entreprises Riel pour appuyer leurs activités en matière de développement économique et touristique
- *Centrallia 2010*, forum international des entreprises, organisé par l'ANIM et la Chambre de commerce de Winnipeg avec l'appui financier des gouvernements du Manitoba et du Canada
- Lancement du projet pilote pour la création de postes de coordonnateurs.trices bilingues des SLF à temps partagé, travaillant pour des regroupements de ministères
- Lancement de la nouvelle gamme d'outils de promotion *Bonjour-Hello* sur l'offre active des services en français au Manitoba

2002 - 2008

- Official opening of the first three Bilingual Service Centres (BSCs) in Notre Dame de Lourdes, St. Boniface and St-Pierre-Jolys
- Establishment of a provincial court circuit point and justice generalist position at the BSC in St-Pierre-Jolys
- Designation of the *Conseil communauté en santé* (CCS) as the Official Representative of the Francophone Community in the Areas of Health and Social Services
- Establishment of FLS Regulation 199/2005 under *The Child and Family Services Authorities Act*
- Greater emphasis on intergovernmental cooperation through the signing of:
 - cooperation agreements with New Brunswick, the Bas-Rhin (Alsace) and Quebec
 - the Canada-MB Auxiliary Cooperative Agreement on the Promotion of Official Languages – Intergovernmental Cooperation on Francophone Affairs
 - the Canada-Manitoba Agreement on French Language Services 2005/06 to 2008/09
- New funding model for the DSFM, which acknowledges additional and differential costs
- Construction of the Centre scolaire Léo Rémillard, a Grade 9-12 Français school in South St. Vital
- Opening of École Jours de plaine, a K-12 Français school in Laurier
- Establishment of six Early Childhood and Family Centres
- Opening of Francophone and bilingual health centres in various rural and urban communities
- Launch of the Health Links – Info Santé call centre, the French-language component of which is provided by the Centre de santé Saint-Boniface
- *Accueil francophone* immigration initiative (Federal-Provincial-SFM)
- Approval of a set of measures to promote the appointment of a greater number of bilingual individuals to quasi-judicial tribunals
- Launch of the *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* (Federal-Provincial-SFM)
- 25th Anniversary of the Secretariat highlighted with name change to *Francophone Affairs Secretariat*

2008 - 2012

- Official opening of the BSC in St. Vital and Ste. Anne and of a temporary BSC in St. Laurent
- Enactment of *The Université de Saint-Boniface Act*, which grants greater autonomy to the institution
- Signing of the:
 - Canada-Manitoba Agreement on French Language Services 2009-2013
 - Canada-Manitoba Agreement Regarding the Construction Project of Cercle Molière's New Theatre, the inauguration of which was in June 2010
 - Five-year partnership agreement between the Bilingual Service Centres and the SFM's 233-ALLÔ Information Centre
- Construction of the École Aurèle-Lemoine (K-12) in St. Laurent
- Carriage by most of Manitoba's cable operators of Ontario's French educational channel (TFO)
- Grant of \$300,000 over three years to La Maison Gabrielle-Roy and the Circuit littéraire de Gabrielle-Roy, cost-shared equally by Manitoba and Canada
- Expansion of Accueil francophone services, with the assistance of increased funding
- Renewal of funding provided to the CDEM and Entreprises Riel to support their economic and tourism development activities
- International business forum, *Centrallia 2010*, organized by the ANIM and the Winnipeg Chamber of Commerce, with financial support from the governments of Manitoba and Canada
- Launch of a pilot project for the creation of bilingual FLS Coordinator positions shared by a cluster of departments
- Launch of the new set of *Bonjour-Hello* promotional tools on Manitoba's active offer of services in French

2012 - 2013

- Promulgation, en juin 2012, de la *Loi sur les centres de services bilingues* qui vise à garantir un rôle permanent pour les CSB
- 10^e anniversaire de l'établissement du premier CSB
- Signature, en octobre 2012, de l'accord de coopération entre le Manitoba et la Région Basse-Normandie, France
- *Centrallia 2012*, forum international des entreprises, organisé par l'ANIM et la Chambre de commerce de Winnipeg avec l'appui financier des gouvernements du Manitoba et du Canada

Mesures permanentes en matière de SLF : formulaires et documents bilingues, panneaux bilingues dans les centres de services désignés, services dans les deux langues officielles en personne ou par télécommunication grâce à des personnes bilingues travaillant dans des centres de services désignés, contributions à la prestation constante de services de traduction pour les municipalités bilingues, participation à diverses initiatives et divers projets francophones touchant la culture, l'éducation, les jeunes, l'économie, etc.

2012 - 2013

- Enactment, in June 2012, of *The Bilingual Service Centres Act*, designed to guarantee a permanent role for the BSCs
- 10th Anniversary of the establishment of the first BSC
- Signing, in October 2012, of the memorandum of understanding between Manitoba and the Lower Normandy Region of France
- International business forum, *Centrallia 2012*, organized by the World Trade Centre Winnipeg/ANIM and the Winnipeg Chamber of Commerce, with financial support from the governments of Manitoba and Canada

Ongoing FLS initiatives: bilingual forms and documents; bilingual signage in designated areas and centres; services in both official languages in person or via telecommunications through bilingual employees in designated offices and facilities; support for the provision of translation services for bilingual municipalities; contributions to various Francophone cultural, educational, youth, economic, etc. initiatives and projects.



Points saillants de 2012-2013

Highlights 2012/13

Secrétariat aux affaires francophones

Le Secrétariat aux affaires francophones, créé en 1981, est chargé de guider et de superviser la mise en œuvre de la politique sur les services en langue française (SLF) du Manitoba en conformité avec le concept de l'offre active de services.

Le Secrétariat conseille le gouvernement du Manitoba – en particulier le ministre responsable des Affaires francophones – concernant l'élaboration de services gouvernementaux en français et lui fait des recommandations à cet égard. Il sert également de liaison entre le gouvernement et les organismes francophones de la province. Le Secrétariat est rattaché au Secrétariat du Conseil du Trésor sur le plan administratif.

Le directeur général par intérim a présidé le Groupe de travail sur l'amélioration des services en langue française au sein du système judiciaire au Manitoba ainsi que le Groupe de travail sur le développement du tourisme en langue française. Il a coprésidé la table de concertation établie pour régler les questions ayant trait à la prestation de services de la GRC dans les deux langues officielles.

Le Secrétariat aux affaires francophones a continué à servir de ressource pour le Conseil communauté en santé du Manitoba (CCS) inc., qui est le porte-parole officiel de la communauté francophone dans les domaines des services de santé et des services sociaux.

En 2012-2013, le personnel du Secrétariat a offert des conseils et de l'aide à 34 instances administratives (soit 19 ministères, 10 sociétés d'État, cinq organismes d'État et organismes autonomes de l'Assemblée législative).

Le personnel a poursuivi l'examen ou l'élaboration des plans stratégiques quinquennaux et des plans opérationnels annuels des SLF. Les cinq instances administratives (Administrations locales; Finances; Services à la famille; Société des alcools du Manitoba et Corporation manitobaine des loteries) participant au projet pilote

Francophone Affairs Secretariat

The Francophone Affairs Secretariat, created in 1981, has the mandate to guide and monitor the implementation of Manitoba's French Language Services (FLS) Policy in a manner consistent with the concept of Active Offer.

The Secretariat advises and makes recommendations to the government of Manitoba, and the Minister responsible for Francophone Affairs in particular, on the development of government services in French. It serves as a liaison between the government and Francophone organizations in the province. The Secretariat is administratively attached to the Treasury Board Secretariat.

The Acting Executive Director chaired the Working Group on the Enhancement of FLS in Manitoba's Judicial System and the Working Group on French Language Tourism Development. He co-chaired the advisory committee established to deal with matters relating to the delivery of RCMP services in both official languages.

The Francophone Affairs Secretariat continued to act as a resource for the Conseil communauté en santé du Manitoba (CCS) inc. Board, the official representative of the Francophone community in the areas of health and social services.

In 2012/13, the Secretariat's staff provided guidance and assistance to 34 administrative bodies (including 19 departments, 10 Crown corporations and five Crown Agencies and independent offices of the Legislative Assembly).

Staff pursued the review and/or development of the Five-Year Strategic and Annual Operating FLS plans. The five administrative bodies (Family Services; Finance; Local Government; Manitoba Liquor Control Commission; and Manitoba Lotteries Corporation) taking part in the pilot



L'écriteau illustré ci-dessus indique que les services gouvernementaux sont offerts dans les deux langues officielles.

Ce symbole permet aussi d'identifier les employés du gouvernement qui sont en mesure de communiquer avec le public aussi bien en français qu'en anglais.

The sign illustrated above indicates that government services are available in both official languages.

This symbol also identifies government employees who are able to communicate with the public in French as well as in English.

pour l'élaboration des plans stratégiques les ont terminés et travaillent maintenant à l'élaboration des plans opérationnels.

Dans le cadre de son *Projet pilote de coordonnateur ou coordonnatrice bilingue des SLF à temps partagé*, lancé en mai 2009, le Secrétariat a embauché une troisième personne en avril 2012 pour travailler auprès du groupement de ministères suivant : Commission de la fonction publique; Enfants et Perspectives pour la jeunesse; Vie saine, Aînés et Consommation; et Justice.

Ces coordonnateurs et coordonnatrices des SLF travaillent chacun à temps plein auprès d'un groupement de ministères qui leur est propre. Ils cherchent à trouver des moyens pratiques et raisonnables de mettre en œuvre la politique sur les SLF et le concept de l'offre active. Ils sont encadrés par des sous-ministres adjoints et ont accès à la haute direction, ce qui leur permet d'acquérir une meilleure connaissance de leurs ministères et d'obtenir leur soutien.

L'équipe du Secrétariat a continué à mettre en œuvre la campagne interne *Bonjour-Hello* pour promouvoir le concept d'offre active.

Quatre membres du personnel du Secrétariat aux affaires francophones faisant partie de l'équipe *AccèsManitoba* ont reçu des Prix d'excellence du service au Manitoba lors de la 14^e cérémonie annuelle. Cette distinction rend hommage aux personnes et aux équipes qui se sont démarquées en matière de prestation et d'amélioration de services à la population manitobaine et aux communautés du Manitoba.

En 2012-2013, le Secrétariat a coordonné 153 inscriptions à des cours de français, représentant une augmentation de 2 % par rapport à l'année précédente. Les cours de français comprenaient des programmes de soir et de fin de semaine pour les employés du gouvernement et le tutorat à frais partagés pour cinq ministres, membres de l'Assemblée législative ou hauts fonctionnaires. Quelque six employés de Services à la

project for developing strategic plans have completed them and are working on their one-year operating plans.

As part of its *Bilingual Full-Time Shared FLS Coordinator* pilot project, launched in May 2009, the Secretariat hired a third person in April 2012 to work with the following cluster of departments: Civil Service Commission; Children and Youth Perspectives; Healthy Living, Seniors and Consumer Affairs; and Justice.

These FLS Coordinators work full-time, each with a specific cluster of departments, in view of finding practical, common sense ways in which to implement the FLS Policy and the concept of Active Offer. They are mentored by Assistant Deputy Ministers and have access to executive management, enabling them to gain a broader understanding of their departments and their buy-in.

The Secretariat's team continued to implement the internal *Bonjour-Hello* campaign to promote the Active Offer concept.

As part of the *AccessManitoba* team, four employees of the Francophone Affairs Secretariat were recipients of the 14th Annual Manitoba Service Excellence Awards, which recognize individuals and teams for high achievement in delivering and improving services to Manitobans and their communities.

In 2012/13, the Secretariat coordinated 153 registrations for French language training, representing a 2% increase over the previous year. French language training included evening and weekend programs for government employees and cost-shared tutoring for five Ministers, MLAs or senior public servants. Some six employees participating in the pilot project involving French language training during the



14^e cérémonie annuelle des Prix d'excellence du service au Manitoba – Le 15 juin 2012

14th Annual Manitoba Service Excellence Awards – June 15, 2012

famille participant au projet pilote sur l'enseignement du français pendant les jours de travail ont terminé le dernier niveau du programme PFL₂. Environ une douzaine d'employés ont participé à la prochaine phase du projet pilote, soit le *Maintien-perfectionnement*.

En partenariat avec la Direction du perfectionnement et de la formation (DPF), le Secrétariat a créé un club « Franco-fun » afin de promouvoir et d'encourager la participation des employés bilingues du gouvernement à diverses activités en français.

De plus, en septembre 2012, en partenariat avec la DPF et l'École de la fonction publique du Canada (EFPC), le Secrétariat a organisé, avec grand succès, la première d'une série d'activités de perfectionnement professionnel en français pour les employés de la province du Manitoba.

Le projet pilote, intitulé « DVD français (déjeuner, vidéo, discussion) », a été élaboré grâce à une entente de collaboration entre le Manitoba et l'EFPC. La nouvelle initiative a pour objectif de promouvoir et d'encourager le bilinguisme. Il a été démontré que le fait d'offrir des possibilités de formation (qu'il s'agisse de formation en langue française ou de perfectionnement professionnel) incitait grandement les employés à faire connaître leur capacité et leur volonté de travailler en français selon les besoins.

Le Secrétariat a examiné six plaintes, ainsi que diverses questions sur les SLF soulevées par le public. Il a organisé des forums et des réunions avec des représentants des ministères et de la collectivité franco-manitobaine afin d'échanger des renseignements et des idées sur des enjeux particuliers et de formuler des recommandations ou de mettre au point des solutions et des stratégies.

Le 19 février 2013, M. Greg Selinger, premier ministre du Manitoba et ministre responsable des Affaires francophones, a annoncé des plaques d'immatriculation bilingues, en reconnaissance du fier patrimoine francophone et de ses racines profondes au Manitoba. Les plaques bilingues affichent le mot « *Bienvenue* », qui est facilement reconnaissable.

workday completed the final level of the PFL₂ Program. Approximately a dozen employees participated in *Maintien-perfectionnement*, the next phase of the pilot project.

In partnership with Organization and Staff Development (OSD), the Secretariat created a "Franco-fun" club to promote and encourage bilingual government employees to participate in various French-speaking activities.

In addition, in September 2012, the Secretariat – in collaboration with OSD and the Canada School of Public Service (CSPS) – launched, with great success, the first in a series of professional development activities in French for Province of Manitoba employees.

The pilot project, entitled *DVD français (déjeuner, vidéo, discussion)* [French DVDs (breakfast, video, discussion)], was developed through a cooperation agreement between Manitoba and the CSPS. The learning objectives behind this new initiative are to promote and encourage bilingualism. The provision of training possibilities – both French language training and professional development training – has been highlighted as a prime motivator for encouraging employees to declare their ability and willingness to work in French as required.

The Secretariat dealt with six complaints, as well as various issues raised by the public regarding FLS. The Secretariat organized a number of forums/meetings with representatives of government departments and the Franco-Manitoban community to share information and ideas on specific issues and to prepare recommendations or develop solutions and strategies.

On February 19, 2013, Honourable Greg Selinger, Premier of Manitoba and Minister responsible for Francophone Affairs, announced the availability of bilingual licence plates, in recognition of Manitoba's deep French roots and proud heritage. The bilingual licence plates display the recognizable '*bienvenue*'.

Centres de services bilingues

L'exercice 2012-2013 célébrait le 10^e anniversaire de l'établissement du premier centre de services bilingues (CSB). C'était donc le moment tout désigné pour que la *Loi sur les centres de services bilingues*, conçue pour assurer la permanence de ces centres, reçoive la sanction royale et entre en vigueur le 14 juin 2012.

Les CSB en exploitation dans les régions rurales et urbaine du Manitoba ont continué à servir le public dans les communautés de Notre-Dame-de-Lourdes, Sainte-Anne, Saint-Boniface, Saint-Laurent, Saint-Pierre-Jolys, Saint-Vital et les environs. Les spécialistes de l'information ont eu l'occasion de participer à des ateliers et d'établir des partenariats avec plusieurs salons professionnels et foires commerciales en milieu rural au Manitoba pour offrir des ateliers à propos des aînés, de l'immigration, du compostage et des normes d'emploi. Plus de 1 000 clients francophones ont visité les kiosques lors de ces événements.

Les CSB ont fait connaître leurs services et ont organisé des activités de sensibilisation dans les différentes collectivités. Un dépliant promotionnel a été conçu pour que chaque centre puisse annoncer les divers services qu'il offre. En 2012-2013, les CSB ont connu une hausse de 62 % de l'utilisation des ordinateurs mis à la disposition du public pour la recherche d'emploi, les activités communautaires et la recherche de formulaires de demande de subvention.

Le partenariat entre les CSB et le centre d'information 233-ALLÔ de la Société franco-manitobaine a continué, assurant des services et de l'information en continu entre la collectivité et les instances gouvernementales.

Coopération intergouvernementale

M. Alain Boucher, directeur général par intérim du Secrétariat aux affaires francophones, a assisté au XIV^e Sommet de la Francophonie, tenu à Kinshasa, en République démocratique du Congo du 12 au 14 octobre 2012. Le thème pour le Sommet était « Francophonie : enjeux environnementaux et économiques face à la gouvernance mondiale ». À l'issue de leurs travaux, les chefs d'État et de gouvernement francophones ont adopté la Déclaration de Kinshasa et cinq résolutions. Le Sommet a également adopté une *Politique intégrée de promotion de la langue française*. Le prochain Sommet se tiendra en 2014 à Dakar (Sénégal).

Les 26 et 27 juin 2012, M. Greg Selinger, premier ministre du Manitoba et ministre responsable des Affaires francophones, ainsi que M. Alain Boucher, directeur général par intérim du Secrétariat aux affaires francophones, ont participé à la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne (CMFC) tenue à Edmonton, en Alberta. La CMFC, créée en 1994, est le seul forum intergouvernemental qui regroupe les ministres responsables de la francophonie canadienne.

Bilingual Service Centres

Fiscal year 2012/13 celebrated the 10th Anniversary of the establishment of the first Bilingual Service Centre (BSC). It was therefore most fitting that *The Bilingual Service Centres Act*, designed to guarantee a permanent role for the BSCs, received royal assent and came into force on June 14, 2012.

The BSCs operating in rural and urban regions of Manitoba continued to serve the public in the communities of Notre Dame de Lourdes, Ste. Anne, St. Boniface, St. Laurent, St-Pierre-Jolys, St. Vital and surrounding areas. The Information Specialists had the opportunity to participate in workshops and partner with several local trade shows and fairs in rural Manitoba offering workshops pertaining to the subject-matter of seniors, immigration, composting and employment standards. Over 1,000 Francophone clients came through these kiosks.

The BSCs promoted their services and organized outreach activities in the different communities. A promotional pamphlet was developed for each BSC to advertise its various services. In 2012/13, the BSCs experienced a 62% increase in public access computer usage for job search and community events and grant application research.

The partnership continued between the BSCs and the Société franco-manitobaine's 233-ALLÔ Information Centre, ensuring seamless information and services between the community and government bodies.

Intergovernmental Cooperation

Mr. Alain Boucher, Acting Executive Director of the Francophone Affairs Secretariat, attended the XIVth Francophonie Summit, held in Kinshasa, Democratic Republic of Congo October 12-14, 2012. The theme of the Summit was *Francophonie : enjeux environnementaux et économiques face à la gouvernance mondiale* [La Francophonie, Economic and Environment Issues in the Face of Global Governance]. At the close of their deliberations, the heads of state and government adopted the Kinshasa Declaration and five resolutions. The Summit also adopted an integrated policy for the promotion of the French language. The next Francophonie Summit will be hosted is scheduled to be held in 2012 in Dakar, Senegal.

On June 26-27, 2012, Honourable Greg Selinger, Premier of Manitoba and Minister responsible for Francophone Affairs, and Mr. Alain Boucher, Acting Executive Director of the Francophone Affairs Secretariat, participated in the Ministerial Conference on the Canadian Francophonie (MCCF), held in Edmonton, Alberta. The MCCF, created in 1994, is the only intergovernmental forum that brings together the ministers responsible of the Canadian Francophonie.

Ayant pour thème « Francophones et francophiles : plus d'une langue en commun! », la CMFC de 2012 a favorisé des échanges portant sur les possibilités d'accroître la participation et le sentiment d'appartenance des francophiles à la francophonie canadienne. Les ministres ont échangé sur les perspectives de leur gouvernement respectif au sujet de la stratégie fédérale qui fera suite à la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013 : agir pour l'avenir*. Les ministres ont fait le point sur les dossiers de l'immigration francophone et du développement économique, ce dernier étant l'un des axes prioritaires d'intervention de la CMFC depuis 2009. Ils ont aussi profité de l'occasion pour partager des pratiques relatives aux services en français au sein des provinces et territoires. En 2013, la conférence est prévue les 4 et 5 septembre 2013 à Winnipeg.

Au cours de l'année, le directeur général par intérim du Secrétariat a également participé à plusieurs rencontres organisées par le Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne (RIFC). Ce groupe de fonctionnaires veille aux suivis des dossiers et priorités de la CMFC.

Le directeur général par intérim du Secrétariat aux affaires francophones a participé au Forum pancanadien sur le développement économique en francophonie canadienne, les 31 octobre, 1^{er} et 2 novembre 2012 à Gatineau, au Québec. Le Forum a permis aux intervenants gouvernementaux, associatifs et privés de traiter de divers enjeux, dont, entre autres, le manque de données sur l'espace économique francophone dans les provinces et territoires et sur le plan national.

Le projet de plan d'action intégré déposé à l'issue du Forum comporte six axes principaux : marché et commercialisation; entrepreneuriat; intégration économique; partenariats durables; financement et investissement; et politiques publiques.

Le gouvernement du Manitoba, par l'entremise du ministère de l'Entrepreneuriat, de la Formation professionnelle et du Commerce, a contribué 25 000 \$ à cette activité.

With a theme of "Francophones and Francophiles: More Than a Language in Common!", the 2012 MCCF fostered discussions focusing on opportunities to increase Francophiles' participation in, and their sense of belonging to, the Canadian Francophonie. Ministers discussed their governments' perspectives on the federal strategy that will follow the *Roadmap for Canada's Linguistic Duality 2008-2013: Acting for the Future*. The Ministers took stock of the Francophone immigration and economic development files, the latter being a priority area for the MCCF since 2009. They also discussed practices in French-language services in the provinces and territories. The next MCCF will be held on September 4 and 5, 2013 in Winnipeg.

Over the course of the year, the Acting Executive Director of the Secretariat also participated in several meetings of the Intergovernmental Network of the Canadian Francophonie (INCF). This group of government officials is in charge of carrying out follow-up activities to implement priorities of the MCCF.

The Acting Executive Director of the Francophone Affairs Secretariat participated in the Pan Canadian Forum on Economic Development in the Canadian Francophonie held October 31, November 1 and 2, 2012, in Gatineau, Quebec. The Forum allowed government, not-for-profit and private sector stakeholders to address various topics, including, among others, the lack of data on the Francophone economic space in the provinces and territories and at the national level.

The preliminary integrated action plan submitted after the Forum has six main areas: markets and marketing; entrepreneurship; economic integration; sustainable partnerships; funding and investment; and public policies and regulations.

The government of Manitoba, through the Department of Entrepreneurship, Training and Trade, contributed \$25,000 toward the event.



Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne – Edmonton (AB), juin 2012

Ministerial Conference on the Canadian Francophonie – Edmonton AB, June 2012

Ententes de coopération

Entente Canada-Manitoba relative aux services en français 2009-2013

Le Secrétariat aux affaires francophones a coordonné, pour le Manitoba, l'inclusion des projets devant être financés dans le cadre de l'*Entente Canada-Manitoba relative aux services en français* (ECMRSF) pour 2012-2013.

Aux termes de cette entente à frais partagés, la contribution annuelle de 1,4 million de dollars du Manitoba (pour un total de 5,6 millions de dollars sur quatre ans) sera égalée par le Canada afin d'appuyer l'élaboration, la prestation et le développement de services gouvernementaux de qualité en français pour la communauté francophone du Manitoba, et de soutenir les initiatives à effets structurants qui visent à accroître sa vitalité.

Les frais engagés pour mettre en œuvre une vaste gamme d'initiatives dans plusieurs secteurs d'activité ont été partagés à parts égales entre la Province et le gouvernement fédéral. Voici quelques des réalisations :

- Centres de la petite enfance et de la famille (450 000 \$ par année);
- Activités et programmes municipaux bilingues (400 000 \$ par année);
- Services de santé en français pour les personnes âgées (70 000 \$ par année);
- Programme de mentorat et d'établissement des entrepreneurs francophones manitobains et immigrants (100 000 \$ en 2012-2013 et 2011-2012).

Au cours de l'exercice, le Secrétariat aux affaires francophones et le ministère fédéral du Patrimoine canadien ont négocié la prochaine entente quinquennale. Il est prévu que la nouvelle *Entente Canada-Manitoba pour les services en français 2013-2014 – 2017-2018* soit signée tôt dans le prochain exercice financier.

Le ministère du Patrimoine canadien et le gouvernement du Manitoba ont approuvé le versement d'une contribution de 135 000 \$ chacun sur deux exercices financiers (60 000 \$ en 2012-2013 et 75 000 \$ en 2011-2012), pour appuyer la mise en œuvre du projet *L'Art en moi*, dans le cadre du Fonds de développement culturel des Programmes d'appui aux langues officielles.

Cet appui est administré par le truchement de l'ECMRSF. La contribution provinciale provenait de Culture, Patrimoine et Tourisme; le Conseil des Arts du Manitoba; et le Secrétariat aux affaires francophones.

Les objectifs du projet *L'Art en moi* sont les suivants :

- Créer un nouveau programme de deux ans du ministère de la Culture, du Patrimoine et du Tourisme du Manitoba qui a pour but d'utiliser les arts afin d'appuyer le développement identitaire dans les communautés francophones du Manitoba;

Cooperation Agreements

Canada-Manitoba Agreement on French-Language Services 2009-2013

The Francophone Affairs Secretariat coordinated, for Manitoba, the inclusion of projects to be funded in 2012/13 under the *Canada-Manitoba Agreement on French-Language Services* (CMAFLS).

Under this cost-sharing mechanism, Manitoba's annual \$1.4 million contribution (for a total of \$5.6 million over four years) will be matched by Canada to support the development, delivery and expansion of quality government services in French for Manitoba's Francophone community and support initiatives with structuring effects intended to enhance its vitality.

A wide variety of initiatives were cost-shared equally by Manitoba and Canada in various sectors of activity. Some examples include:

- Early Childhood and Family Centres (\$450,000 per year);
- Bilingual Municipal Activities and Programs (\$400,000 per year);
- Health Services in French for Seniors (\$70,000 per year);
- Mentorship and Business Immigration Settlement Program for Francophones (\$100,000 in 2012/13 and 2011/12).

Over the course of the year, the Francophone Affairs Secretariat and the federal Department of Canadian Heritage negotiated the next five-year agreement. It is anticipated that the new *Canada-Manitoba Agreement on French-Language Services 2013-2014 – 2017-2018* will be signed early in the next fiscal year.

Canadian Heritage and the Government of Manitoba approved a contribution of \$135,000 each over two years (\$60,000 in 2012/13 and \$75,000 in 2011/12) to support implementation of the project *L'Art en moi* [the art within me], through the Official Languages Support Programs Cultural Development Fund.

This support is administered by way of the CMAFLS. The provincial contribution was provided by Culture, Heritage and Tourism; the Manitoba Arts Council; and the Francophone Affairs Secretariat.

The objectives of the *L'Art en moi* project are as follow:

- Create a new two-year program of the Manitoba Department of Culture, Heritage and Tourism that uses the arts to support the identity building of Manitoba's Francophone communities.

- Appuyer des projets artistiques, innovateurs et ponctuels proposés par des organismes artistiques, des organismes culturels et les groupes communautaires ayant un mandat d'identité culturelle francophone afin de mettre en rapport des artistes et des communautés de la francophonie manitobaine dans le but d'offrir une expérience artistique significative à celles-ci et de les appuyer dans leur propre construction d'identité culturelle.

Douze subventions ont été accordées en 2012-2013 dans le cadre du programme *L'Art en moi*. Les projets approuvés ont mis en valeur une variété de disciplines artistiques et ont eu un impact sur l'identité culturelle à l'échelle de la francophonie provinciale.

Manitoba–Nouveau-Brunswick et Manitoba–Québec

Le Secrétariat aux affaires francophones a négocié, pour le Manitoba, les projets à financer aux fins du volet sur les services en langue française de l'Accord de coopération et d'échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Manitoba et du Protocole d'entente Manitoba/Nouveau-Brunswick sur la coopération interprovinciale.

En 2012-2013, la contribution totale du Manitoba à six projets Manitoba–Québec et à quatre projets Manitoba–Nouveau-Brunswick s'est élevée à 28 500 \$ et à 17 750 \$ respectivement avec un jumelage de contrepartie. Ces fonds ont permis aux organismes suivants de profiter d'échanges, de mentorat, de formation et de partage des connaissances spécialisées : l'Association culturelle franco-manitobaine; le Centre culturel franco-manitobain; le Festival des Vidéastes du Manitoba; la Fondation Québec Cinéma (en partenariat avec Cinémental); la Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick (en partenariat avec le Conseil jeunesse provincial); la Maison des artistes visuels francophones Inc. et le Réseau des grands espaces.

Manitoba–Basse-Normandie (France)

En octobre 2012, M. Greg Selinger, premier ministre du Manitoba, et M^{me} Annie Anne, vice-présidente de la Basse-Normandie, ont signé un protocole d'entente visant à renforcer les liens économiques, culturels et historiques entre leurs gouvernements et leurs établissements respectifs. La Basse-Normandie est une région du nord-ouest de la France.

Le protocole d'entente permettra d'établir des partenariats commerciaux et économiques, ainsi que des innovations scientifiques entre le Manitoba et la Basse-Normandie dans des domaines comme la fabrication d'éco-matériaux et de matériaux mixtes, l'élaboration d'aliments fonctionnels, le transport et les technologies de l'information et des communications. Le protocole appuie également l'établissement de liens entre le port de Churchill et Ports Normands Associés.

On poursuivra également la coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la formation, notamment, par l'entremise de l'Université de Saint-Boniface et d'organismes culturels.

- Support one-time innovative, artistic projects put forward by arts and/or culture organizations and community groups involved in Francophone cultural identity to connect Franco-Manitoban artists and communities in order to provide these communities with a meaningful artistic experience and support them in building their own cultural identity.

Twelve *L'Art en moi* grants were awarded in 2012/13. The approved projects promoted a variety of arts disciplines and had an impact on cultural identity throughout the province's French-speaking community.

Manitoba–New Brunswick and Manitoba–Québec

The Francophone Affairs Secretariat negotiated, for Manitoba, the projects to be funded under the French-language services component of the Agreement for Cooperation and Exchange Between the Governments of Québec and Manitoba and the Memorandum of Understanding on Interprovincial Co-Operation Between the Governments of Manitoba and New Brunswick.

In 2012/13, Manitoba contributed a total of \$28,500 toward six Manitoba-Québec projects and \$17,750 toward four Manitoba-New Brunswick projects, with matched funding from its counterparts. This funding allowing the following organizations to benefit from exchanges, mentoring, training, and sharing of expertise: Association culturelle franco-manitobaine; Centre culturel franco-manitobain; Festival des Vidéastes du Manitoba; Fondation Québec Cinéma (in partnership with Cinémental); Fédération des jeunes francophones du Nouveau-Brunswick (in partnership with the Conseil jeunesse provincial); Maison des artistes visuels francophones Inc.; and Réseau des grands espaces.

Manitoba–Lower Normandy (France)

In October 2012, the Honourable Greg Selinger, Premier of Manitoba, and Ms Annie Anne, Vice-President of Lower Normandy, signed a memorandum of understanding (MOU) to strengthen economic, cultural and historical ties between their respective governments and institutions. Lower Normandy is a region in northwestern France.

The MOU will help develop trade and economic partnerships, and scientific innovation between Manitoba and Lower Normandy in areas such as eco-materials and composites manufacturing, functional food development, the transportation sector, and in information and communications technologies. The agreement also supports the development of linkages between the Port of Churchill and the Ports of Normandy Authority.

Co-operation will also be pursued in the areas of higher education and training, in particular, by the Université de Saint-Boniface and between cultural institutions.

Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award

Lancé officiellement en mars 2005, le *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* est une initiative conjointe de la Société franco-manitobaine (SFM), du Conseil fédéral du Manitoba, du Secrétariat aux affaires francophones du Manitoba et de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba (AMBM).

Remis tous les deux ans, le Prix vise à reconnaître un membre du personnel ou un groupe d'employés œuvrant au sein du secteur public ou parapublic fédéral, provincial ou municipal et s'étant distingué au service de la Francophonie au Manitoba.

Le Comité de sélection pour le *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* s'est rencontré au mois de mars 2013, dans le cadre des *Rendez-vous de la Francophonie*, pour choisir le prochain récipiendaire. Exceptionnellement, la prochaine remise du Prix aura lieu le 4 septembre 2013, dans le cadre de la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne qui se déroulera à l'hôtel Inn at the Forks.

Le grand public et les employés du secteur public à l'échelle fédérale, provinciale et municipale sont invités à soumettre des candidatures pour le *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award*. Le site Web suivant contient davantage de renseignements : www.prixronaldduhamelaward.mb.ca.

Officially launched in March 2005, the *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* is a joint initiative of the Société franco-manitobaine (SFM), the Manitoba Federal Council, the Manitoba Francophone Affairs Secretariat, and the Manitoba Association of Bilingual Municipalities (AMBM).

Presented every two years, the Award was created to recognize an employee or group of employees of a government or quasi-governmental body at the federal, provincial or municipal level for distinguished service to Manitoba's Francophone community.

The Selection Committee for the *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* met in March 2013, as part of *Les Rendez-vous de la Francophonie*, to choose the next recipient. Exceptionally, the Award will be presented on September 4, 2013, during the Ministerial Conference on the Canadian Francophonie, which is to be held at the Inn at the Forks.

Members of the general public and public sector employees at the federal, provincial and municipal level are invited to submit nominations for the Award. Additional information is available online at www.prixronaldduhamelaward.mb.ca.



« Triade »

Le *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* est représenté par la sculpture Triade.

The *Prix Ronald-Duhamel – Ronald Duhamel Award* is represented by the Triade sculpture.



Annexe I – Énoncé de politique

(Révisé mars 1999 et septembre 2006)

Appendix I – Statement of Policy

(Revised March 1999 and September 2006)



Politique sur les services en langue française – mars 1999

French Language Services Policy – March 1999

La Politique sur les services en langue française du gouvernement du Manitoba reconnaît le fait que la population francophone du Manitoba constitue un élément de l'une des caractéristiques fondamentales du Canada. Cette politique a pour but de permettre aux Manitobains et Manitobaines d'expression française et aux établissements qui les servent de bénéficier de services gouvernementaux comparables dans la langue des lois du Manitoba.

Dans la mesure du possible, le gouvernement du Manitoba offre ses services dans les deux langues officielles dans les régions désignées où la population d'expression française est concentrée. Les régions désignées figurent sur la carte ci-jointe.

Les instances administratives visées par cette politique tiennent compte des objectifs de cette politique et des répercussions possibles sur la population francophone lorsqu'elles planifient et exécutent des réorganisations et des réformes administratives ou législatives, y compris la réorganisation des frontières.

Les services en langue française sont offerts dans des centres de services entièrement bilingues situés dans les régions désignées. Ils sont également offerts, après autorisation ou détermination du ministre responsable des Affaires francophones, dans des centres de services partiellement bilingues où le nombre de postes et d'employés désignés bilingues est suffisant pour garantir la prestation efficace de tels services.

Les instances administratives visées par cette politique offrent des services en langue française de façon active. Le concept de l'offre active signifie que les services en français, qu'ils soient fournis oralement, par écrit ou par voie électronique, sont manifestes, facilement disponibles et accessibles au grand public, et de qualité comparable à ceux qui sont offerts en anglais.

The French Language Services Policy of the Government of Manitoba recognizes the fact that the French-speaking population of Manitoba is a constituent of one of the fundamental characteristics of Canada. The policy's purpose is to allow this community and the institutions serving it to access comparable government services in the language of the laws of Manitoba.

The services provided by the Government of Manitoba are offered, to the extent possible, in both official languages in areas where the French-speaking population is concentrated. The designated areas are shown on the accompanying map.

Administrative bodies covered by this policy consider the objectives of this policy and possible impacts on the Francophone community when planning and carrying out administrative or legislative reorganizations and reforms, including boundary reorganizations.

French language services are provided in completely bilingual service centres located in the designated areas. They are also provided, as approved or specified by the Minister responsible for Francophone Affairs, in partially bilingual service centres that have a sufficient number of designated positions and bilingual employees to ensure an effective delivery of such services.

French language services are actively offered by the administrative bodies covered by this policy. The concept of active offer means that services in French, whether provided by oral, written or electronic methods, are evident, readily available and easily accessible to the general public, and of comparable quality to those offered in English.

Toute la correspondance adressée à des particuliers ou à des groupes est rédigée dans la langue officielle que préfère le destinataire.

Sauf indication contraire de la part du ministre responsable des Affaires francophones, tous les formulaires, les pièces d'identité et les certificats destinés au grand public sont bilingues.

Tous les documents d'information (écrits, audiovisuels ou électroniques) à l'intention du grand public sont produits dans un format bilingue, à moins qu'il soit souhaitable, en raison de contraintes de coût et de diffusion, de produire des versions anglaises et françaises. L'équivalent français peut être la version figurant sur le site Internet de l'instance administrative, dans les circonstances précisées par le ministre responsable des Affaires francophones. Les versions anglaises et françaises sont publiées en même temps.

Sauf indication contraire de la part du ministre responsable des Affaires francophones, les sites Web fournissent des renseignements et facilitent les échanges avec le public dans les deux langues officielles.

Sauf indication contraire de la part du ministre responsable des Affaires francophones, les affiches et les avis au public se trouvant dans des régions désignées et dans des centres de services bilingues sont rédigés dans les deux langues officielles.

L'existence des services en français est rendue manifeste à l'aide de panneaux et de messages d'accueil appropriés.

Les campagnes d'information du public en anglais sont également produites en français, sous réserve des contraintes de coût et de diffusion.

Les instances administratives visées par la politique annoncent dans les médias français les postes vacants pour lesquels la connaissance du français est obligatoire ou préférable.

Sauf indication contraire de la part du ministre responsable des Affaires francophones, seuls des employés bilingues sont engagés dans les centres de services bilingues et dans les postes désignés bilingues jusqu'à ce que les exigences en matière de personnel bilingue soient respectées.

Lorsque le personnel d'un centre de services bilingues est entièrement bilingue, l'instance administrative encourage l'usage du français comme langue de travail.

Au moment de nommer quelqu'un à un conseil, à une commission, à un organisme, etc., on tient compte de la politique linguistique du gouvernement et du droit de tout Manitobain et de toute Manitobaine de comparaître devant un tribunal quasi judiciaire dans la langue officielle de son choix.

All correspondence with individuals or groups is in the official language preferred by the recipient.

Unless specified otherwise by the Minister responsible for Francophone Affairs, all forms, identity documents and certificates intended for the general public are in a bilingual format.

All information materials (written, audio-visual or electronic) intended for the general public are produced in a bilingual format, unless cost and distribution considerations justify separate language versions. The French language equivalent can be the version posted on the administrative body's Internet site in circumstances specified by the Minister responsible for Francophone Affairs. Separate language versions are released simultaneously.

Unless specified otherwise by the Minister responsible for Francophone Affairs, Web sites provide information and facilitate interactions with the public in both official languages.

Unless specified otherwise by the Minister responsible for Francophone Affairs, signs and public notices in the designated areas and in the bilingual service centres are in both official languages.

The availability of French language services is made evident with appropriate signage and reception messages.

Public information campaigns in the English language have a counterpart in the French language, subject to cost and distribution considerations.

The administrative bodies to which the policy applies use the French-language media to advertise vacant staff positions where French is a requirement or an asset.

Unless otherwise specified by the Minister responsible for Francophone Affairs, only bilingual employees are recruited in the bilingual service centres and designated positions until such time as the bilingual personnel requirements are met.

Where the staff of a bilingual service centre is completely bilingual, the administrative body encourages the use of French as the language of work.

Nominations to boards, commissions, agencies, etc., take due account of the language dimension of government policy, as well as the right of any Manitoban to use either official language before quasi-judicial tribunals.

Les instances administratives suivantes sont visées par cette politique et elles la mettent en œuvre :

- Tous les ministères, ainsi que les commissions, conseils, corporations et organismes de service spécial qui relèvent d'eux;
- Les sociétés de la Couronne et d'autres organismes ministériels;
- Les bureaux de l'Assemblée législative ainsi que les organismes quasi judiciaires soumis aux dispositions de l'article 23 de la *Loi de 1870 sur le Manitoba*;
- Les services publics réglementés par la Régie des services publics et servant des régions désignées;
- Les organismes désignés qui dispensent des services de santé et des services sociaux ainsi que les Offices régionaux de la santé qui sont désignés;
- D'autres instances, comme peut l'indiquer le ministre responsable des Affaires francophones.

Le Secrétariat aux affaires francophones, dont le mandat s'applique à toutes les instances administratives visées par la politique, est chargé de guider et de surveiller la mise en œuvre de cette politique. Dans l'exercice de son mandat, il voit à la mise en œuvre de la politique, et la facilite, de façon que le concept de l'offre active de services soit respecté, et il formule des recommandations à cet effet.

Le ministre responsable des Affaires francophones peut ordonner aux instances administratives visées par cette politique de prendre certaines mesures pour mieux respecter les objectifs de la politique.

Dans un souci de responsabilité publique, le Secrétariat aux affaires francophones publie un rapport annuel détaillant les résultats de la mise en œuvre de cette politique par les instances administratives visées. Le rapport annuel est établi en collaboration avec ces instances administratives.

N.B. : La politique a été adoptée en 1989 et révisée en 1999.

Secrétariat aux affaires francophones

Palais législatif, bureau 46
Winnipeg (Manitoba) CANADA
R3C 0V8

This policy applies to and is implemented by the following administrative bodies:

- All government departments and boards, commissions, corporations and special operating agencies reporting to them;
- Crown corporations and extra departmental organizations;
- Offices of the Legislative Assembly and quasi-judicial agencies subject to the requirements of Section 23 of the *Manitoba Act, 1870*;
- Public utilities governed by the Public Utilities Board and serving designated areas;
- Designated health facilities, social services agencies and Regional Health Authorities;
- Others as may be specified by the Minister responsible for Francophone Affairs.

The implementation of this policy is guided and monitored by the Francophone Affairs Secretariat, whose mandate applies to all the administrative bodies covered by this policy. In fulfilling its mandate, the Francophone Affairs Secretariat seeks and facilitates the implementation of this policy in a manner consistent with the concept of active offer and makes recommendations to that effect.

The Minister responsible for Francophone Affairs may direct the administrative bodies covered by this policy to carry out certain actions to better meet the objectives of this policy.

In order to ensure public accountability, the Francophone Affairs Secretariat publishes an annual report detailing the results of this policy's implementation by the administrative bodies covered by this policy. The annual report is prepared in collaboration with these administrative bodies.

Note: The policy was adopted in 1989 and revised in 1999.

Francophone Affairs Secretariat

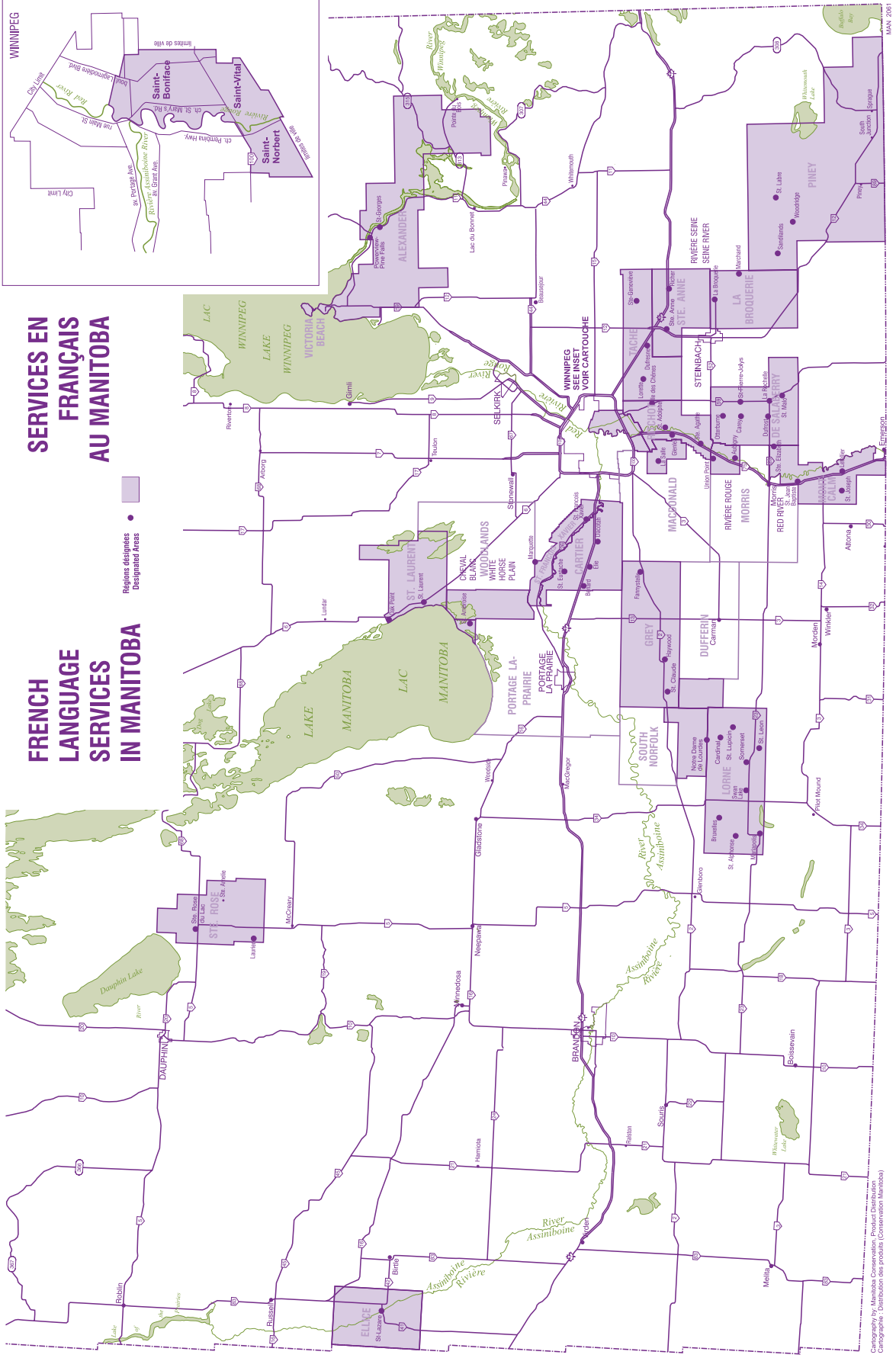
Room 46 – Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8

☎ (204) 945-4915

📄 (204) 948-2015

www.manitoba.ca/fls-slf

www.csbsc.mb.ca

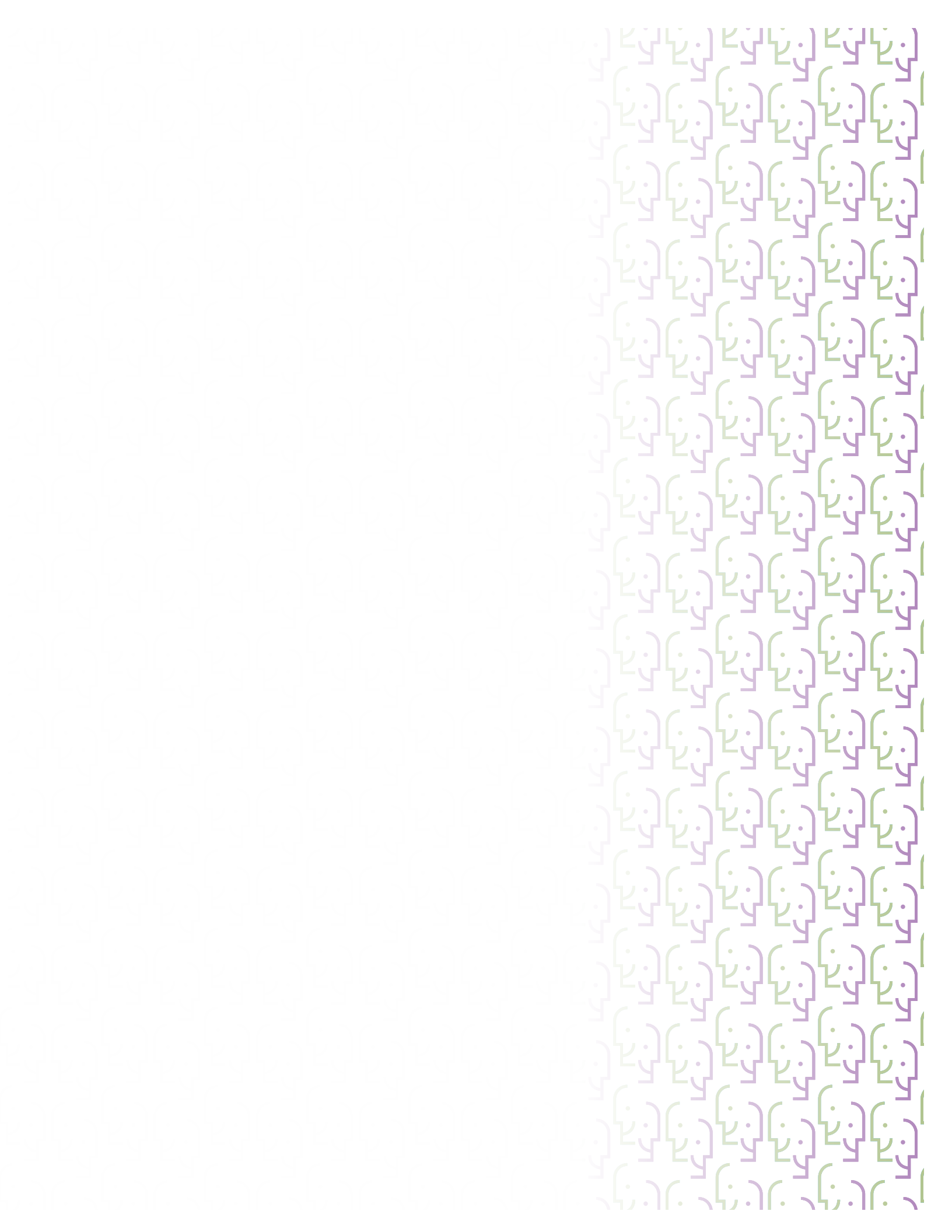


FRENCH LANGUAGE SERVICES IN MANITOBA

SERVICES EN FRANÇAIS AU MANITOBA

Regions désignées
Designated Areas

Cartography by Manitoba Conservation. Product Distribution: Cartographie, Distribution des produits (Conservation Manitoba) MAY 2001



Bonjour. Hello

Manitoba 